

Invitation colloque

La santé comme enjeu géopolitique

mardi 8 décembre à partir de 8h30

Pergola Nova - Enghien-les-Bains

Sous le haut patronage de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de la Santé et des Sports

ENTRÉE GRATUITE - INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR www.iris-france.org

PROGRAMME PAGE 8 ET 9

Actualité stratégique en Asie

LE JAPON ET LES PAYS DU MÉKONG: À LA RECHERCHE DE L'INFLUENCE D'ANTAN?

Olivier Guillard, directeur de recherche à l'IRIS / novembre

Le week-end dernier (6-7 nov.), dans la mégapole nipponne, la 2ème économie mondiale — toute secouée qu'elle soit par la crise financière — organisait la 1ère édition d'un nouveau forum asiatique, un énième serait-on tenté de dire, dédié à la coopération régionale : le Sommet Japon — pays du Mékong (Birmanie, Cambodge, Laos, Thaïlande, Vietnam), rencontre des contraires, du prospère archipel japonais et des économies en développement du Mékong, de la lointaine Asie orientale et du sud-est asiatique. Cette initiative associant les deniers japonais et les besoins en développement de pays à la périphérie immédiate de la Chine sera-elle suffisante pour permettre au Japon de significativement « reprendre la main », ou plutôt pied, dans la région ?

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-11-12asa58.pdf

Actualités européennes

L'OUVERTURE DU MUR A-T-ELLE PORTÉ UN COUP À LA CONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE ?

Par Pierre Verluise, chercheur à l'IRIS / novembre

Qu'on le veuille ou non, la chute du Mur a modifié la nature de la construction européenne, aussi bien sur le plan institutionnel qu'économique ou démographique. Sur le plan institutionnel, la perspective des élargissements conduit dès la fin des années 1990 à envisager un aménagement des institutions de 1957, pour faire de la place aux candidats. Ce qui conduit d'abord au traité de Nice (2001). Puis vient la Convention et son projet de traité constitutionnel (2004) bloqué en 2005 par la France et les Pays-Bas. Enfin arrive le traité de Lisbonne (2007), supposé offrir de meilleures garanties de fonctionnement que le traité de Nice.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-11-09ae29.pdf

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :

-  **“Le choix du président du Conseil européen : une « affaire d'Etats »”** - Par Bélig NABLI, chercheur associé à l'IRIS, 18 novembre
-  **“La position de la Chine dans les négociations sur l'après-Kyoto”** - Par Pim VERSCHUUREN, assistant de recherche à l'IRIS, 16 novembre
-  **“Les Etats-Unis et le réchauffement climatique dans le prisme de Copenhague”** - Par Sarah LACARRIÈRE, chargée de recherche à l'IRIS, 13 novembre
-  **“Affrontement naval en mer Jaune : vers une rupture du dialogue ?”** - Par Olivier GUILLARD, directeur de recherche à l'IRIS, 12 novembre
-  **“Prochaine visite d'Obama en Chine : une nouvelle ère dans les relations sino-américaines ?”** - Par Fabienne CLÉROT, chercheur associé à l'IRIS, 12 novembre
-  **“Le président du Conseil européen : un choix symbolique et stratégique”** - Par Bélig NABLI, chercheur associé à l'IRIS, 10 novembre
-  **“La nouvelle diplomatie allemande. De la chute du mur au nouveau départ”** - Par Jacques-Pierre GOUGEON, chercheur associé à l'IRIS, 9 novembre
-  **“Barack Obama, un an après son élection : un premier bilan”** - Par Charlotte LEPRI, chercheur à l'IRIS, chercheur à l'IRIS, 5 novembre

Parution



Présentation page 10

Formation professionnelle



DÉCOUVREZ LES PROGRAMMES DE FORMATION 2009/2010

> LES CYCLES APPROFONDIS
> LES MODULES THÉMATIQUES

Détails sur www.iris-france.org

Médias

→ TÉLÉVISION

Pakistan, épice de la terreur
À VENIR - Parlez-moi d'ailleurs, Olivier Guillard par LCP (21/11)

La politique étrangère de Sarkozy au Proche-Orient
À VENIR - Une semaine au Proche-Orient, Pascal Boniface par Christophe Dansette (France 24, 19/11)

Résultat de France-Irlande
À VENIR - Pascal Boniface par Valérie Expert avec Bixente Lizarazu (LCI, 19/11)

Le match France-Irlande
 Pascal Boniface par
 - Direct du stade de France, BFM TV (18/11)
 - L'Édition spéciale, Gaël Legras (Canal +, 18/11)

Le match Egypte-Algérie
 Pascal Boniface par France 24 (16/11)

Célébrations du 11 novembre
 Jacques-Pierre Gougeon par LCI (11/11)

La chute du Mur
 Jacques-Pierre Gougeon par LCI (10/11)

Obama, un an après
 Pascal Boniface par la WebTv des Jeunes du Modem (5/11)

→ RADIO

Le match Egypte-Algérie
 Pascal Boniface par
 - RTL (18/11)
 - France Inter (17/11)
 - Beur FM (17/11)
 - RMC (17/11)
 - Pierre Bousset (Médi 1, 16/11)

Dans la presse

UNION EUROPÉENNE-RUSSIE : LES ENJEUX D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Laure Delcour / Les Echos.fr / 17 novembre

Le sommet Union européenne-Russie qui doit se tenir mercredi à Stockholm s'annonce comme un nouveau rendez-vous difficile, qui devrait refléter tout le paradoxe des relations entre Bruxelles et Moscou. La Russie est sans conteste le pays avec lequel l'Union européenne entretient la relation la plus nourrie. Depuis quelques années, la proximité née des élargissements de l'Union européenne a profondément remodelé les contours de cette relation et l'a rendue plus étroite. [SUITE PAGE 3](#)

LA SYRIE CHERCHE À DEVENIR RESPECTABLE ET RESPECTÉE MAIS ELLE RESTERA INTRANSIGEANTE

Barah Mikail par Audrey Garric / Le Monde.fr / 13 novembre

Les Syriens souhaitent récupérer le plateau du Golan, occupé par les Israéliens depuis la guerre des Six-Jours et annexé par l'Etat hébreu en 1981, mais pas à n'importe quel prix. Ils exigent un retour aux positions de 1967, et notamment un accès au lac de Tibériade. Ce qu'Israël refuse pour l'instant. [SUITE PAGE 5](#)

LA CHUTE DU MUR DE BERLIN, SYMBOLE DE LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE

Pascal Boniface / Le Monde.fr / 10 novembre

Très souvent, par absence de mise en perspective ou par nécessité de forcer le trait, on confond événement et rupture historique. Trop souvent, on entend que plus rien ne sera comme avant après tel ou tel événement. Or s'ils ont une réelle importance et marquent une évolution dans la structure des relations internationales, ils représentent rarement une rupture. Le monde n'est pas immuable, il évolue, mais ses évolutions ne sont pas forcément des révolutions. [SUITE PAGE 6](#)

ON EST DANS UNE IMPASSE POLITIQUE EN AFGHANISTAN

Karim Pakzad par Catherine Fournier / 20 Minutes.fr / 3 novembre

C'est un fiasco total. Hamid Karzaï n'en est pas le seul responsable. Les puissances étrangères qui ont voulu plaquer le modèle de la démocratie dans un pays en guerre depuis trente ans le sont tout autant. Le président sortant a gouverné l'Afghanistan comme une société féodale, en faisant des compromis et des compromissions avec les chefs de guerre pachtounes. Il était évident qu'il y aurait des fraudes. [SUITE PAGE 7](#)

N. Sarkozy et le Moyen-Orient
Karim Pakzad par Jawad Roustaei (RFI-Persan, 17/11)

Les médias occidentaux en Méditerranée
Barah Mikail par La Radio marocaine (16/11)

Les nouveaux rapports commerciaux
Pascal Boniface par France Info (16/11)

Le match France-Irlande
Pascal Boniface par France Info (14/11)

Tension frontalière entre la Colombie et le Venezuela
Jean-Jacques Kourliandsky par Radio Alger (13/11)

Bachar al-Assad à Paris
Barah Mikail par Radio Orient (13/11)

La dégradation des relations turco-israéliennes
Didier Billion par Léa Berdugo (Radio Salom, 11/11)

Les relations Etats-Unis - Israël
Didier Billion par Pierre Bousset (Médi 1, 10/11)

Formation du gouvernement libanais
Didier Billion par Pierre Bousset (Médi 1, 10/11)

La rébellion houthiste et le gouvernement yéménite
Barah Mikail par Médi 1 (8/11)

Tuerie aux Etats-Unis et ses implications en Irak
Charlotte Lepri par France Inter (6/11)

Elections en Afghanistan
Jean-Vincent Brisset par - Pierre Bousset (Médi 1, 2/11)
- RMC (1/11)

→ PRESSE ÉCRITE

Prestige arabe en jeu
Pascal Boniface par L'équipe.fr (18/11)

Chávez es pura cháchara
Pascal Boniface par Hugo Ruiz Olazar (ABC Color - Paraguay, 15/11)

Bachar al-Assad à Paris
Barah Mikail par Le Monde.fr (13/11)

Offensive militaire au sud-Waziristan
Olivier Guillard par l'Humanité dimanche (12/11)

Les perceptions sécuritaires au Moyen-Orient
Barah Mikail par Defense News (12/11)

El aislamiento regional está en declive
Pascal Boniface par Página 12 - Argentine (9/11)

9/11: la última ruptura
Pascal Boniface par La Vanguardia - Espagne (8/11)

Hamid Karzaï, président afghan réélu
Olivier Guillard par le Point.fr (6/11)

La tournée d'Obama en Asie
Jean-Vincent Brisset par l'Humanité dimanche (5/11)

Le Surge en Afghanistan
Olivier Guillard par le Monde.fr (5/11)

Visite du Premier ministre polonais en France et la défense européenne
Jean-Vincent Brisset par Rzeczpospolita - Pologne (5/11)

Le président du Conseil de l'UE
Fabio Liberti par BBC News - Espagne (4/11)

Obama, un an après
Chat en direct, Pascal Boniface par Le Nouvel Obs.fr (4/11)

Manifestation

PUBLIC GALA 2009

Vendredi 20 novembre 2009 / Boulogne-Billancourt

Remise des diplômes à 18h30 suivie du Gala des étudiants de l'IPRIS de 21h à 4h.

PUBLIC LES RESPIRATIONS D'ENGHIEN

Vendredi 20 et samedi 21 novembre 2009 / Enghien-les-Bains

La Ville d'Enghien-les-Bains, en partenariat avec l'IRIS, accueille pour la cinquième année consécutive les Respirations d'Enghien, un grand colloque professionnel et médical, réunissant des professionnels et spécialistes venus d'horizons différents afin de mutualiser leurs expériences sur les problèmes liés à la qualité de l'Air et de l'Eau.

[Programme - Inscription](#)

PUBLIC FORUM INTERNATIONAL PEACE AND SPORT 2009

Mardi 24 au jeudi 26 novembre / Monaco

RESTREINT 21E CERCLE STRATÉGIQUE FRANCO-ALLEMAND

Mercredi 25 et jeudi 26 novembre 2009 / Berlin

- Les enjeux de sécurité dans l'espace post-soviétique
- L'Afghanistan

PUBLIC LA SANTÉ COMME ENJEU GÉOPOLITIQUE

Mardi 8 décembre 2009 / Enghien-les-Bains

- Santé et gouvernance mondiale
- Les problèmes sanitaires comme enjeux de sécurité ?
- La santé, un atout pour la France ?

[Programme - Inscription](#)



UNION EUROPÉENNE-RUSSIE : LES ENJEUX D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Laure Delcour / Les Echos.fr / 17 novembre

Le sommet Union européenne-Russie qui doit se tenir mercredi à Stockholm s'annonce comme un nouveau rendez-vous difficile, qui devrait refléter tout le paradoxe des relations entre Bruxelles et Moscou.

La Russie est sans conteste le pays avec lequel l'Union européenne entretient la relation la plus nourrie. Depuis quelques années, la proximité née des élargissements de l'Union européenne a profondément remodelé les contours de cette relation et l'a rendue plus étroite. En 2003, les deux partenaires ont décidé d'instaurer quatre espaces communs ayant notamment pour objectif d'établir à terme une zone de libre-échange. Plus d'une trentaine de forums et autres mécanismes de coopération ont été mis en place pour permettre un dialogue dans des domaines aussi divers que l'énergie, les visas, la société de l'information, l'industrie ou les douanes. Des rencontres régulières ont lieu à tous les niveaux, notamment - cas unique dans les relations extérieures de l'Union européenne - deux fois par an pour les chefs d'Etat et de gouvernement (1).

Ce maillage institutionnel dense traduit l'interdépendance entre Bruxelles et Moscou, considérablement plus étroite depuis l'adhésion à l'Union de pays d'Europe centrale et orientale. Troisième partenaire commercial de l'UE à 27, la Russie réalise plus de la moitié de ses échanges avec l'Union élargie. L'Union achemine de Russie près du quart du gaz qu'elle importe ; Moscou, de son côté, destine aux marchés européens les deux-tiers de ses exportations d'hydrocarbures. Cette interdépendance ne se limite pas aux seules relations économiques, comme en témoignent l'importance des échanges scientifiques et culturels ou la fréquence des consultations entre l'Union et la Russie sur tous les grands dossiers stratégiques internationaux.

Pourtant, ce partenariat stratégique semble dans l'impasse. Plusieurs fois reportées, puis gelées en raison du conflit géorgien d'août 2008, des négociations sont en cours entre la Russie et l'Union européenne pour conclure un nouvel accord encadrant leur relation. Mais les désaccords sont nombreux sur la conception même de l'accord de partenariat et sur les sujets-clés que sont le commerce ou l'énergie. Ces désaccords reflètent des différences de fond de plus en plus marquées entre les deux partenaires. La Russie de 2009 n'est certes plus le pays affaibli du début des années 1990, ni même le partenaire encore conciliant du tout début de la décennie, mais un Etat de plus en plus centralisé, une "démocratie souveraine" éloignée des canons occidentaux et une "économie administrée". C'est aussi un pays qui a connu

près d'une décennie de croissance ininterrompue, qui a retrouvé son assurance sur la scène internationale et qui n'hésite pas à remettre en question des choix stratégiques ou des accords qu'elle estime ne plus correspondre à ses intérêts.

Cette évolution et cette vision russe très réaliste des relations internationales sont problématiques pour l'Union européenne, construction en devenir au sein de laquelle s'entremêlent de multiples niveaux de décision. La Russie confronte l'UE à deux défis essentiels.

Tout d'abord, la cohérence de sa politique étrangère : les Etats membres de l'Union ont des intérêts économiques et politiques, des expériences historiques, des liens très différents avec Moscou et cette hétérogénéité s'est renforcée avec les élargissements. Or, la Russie a maintes fois joué sur ces différences pour promouvoir ses propres intérêts. Les préférences marquées de Moscou pour des liens bilatéraux avec ses partenaires privilégiés (Allemagne, France, Italie) doivent justement inciter l'Union à parler d'une seule voix ; le principe de solidarité entre Etats membres, affirmé pour la première fois face à Moscou dans un contexte de crise avec l'Estonie (lors du sommet de Samara en 2007), doit se conjuguer avec la définition et la défense d'une approche commune vis-à-vis de la Russie.

Second défi pour Bruxelles, les domaines qui constituent le cœur du partenariat avec la Russie sont précisément ceux qui sont moins développés dans le processus d'intégration européenne, ceux pour lesquels l'Union a des compétences limitées et où il n'y a pas encore de politique commune. L'exemple évident est l'énergie. L'Union et ses Etats membres ont souligné à juste titre le manque de transparence sur le marché russe de l'énergie et critiqué la brutalité des mesures adoptées par Moscou dans sa politique énergétique extérieure. Néanmoins, la vulnérabilité européenne découle avant tout de l'absence de politique énergétique commune, presque soixante ans après les débuts de la construction européenne dans le domaine du charbon et de l'acier. Le grand jeu des gazoducs en fournit une parfaite illustration. Tandis que le projet germano-russe Nord Stream contourne la Pologne et les pays baltes, l'implication de plusieurs Etats membres dans le projet South Stream affaiblit inévitablement le projet Nabucco soutenu par l'Union européenne.

(Suite page suivante)

Or, l'énergie devrait être, avec les questions climatiques, au cœur des discussions qui se tiendront mercredi entre Russes et Européens. Sur ces deux sujets emblématiques de leur interdépendance, les partenaires défendent actuellement des positions différentes, à tel point que les fondements même du dialogue énergétique UE-Russie semblent remis en question. Moscou a en effet retiré sa signature du traité sur la Charte européenne sur l'énergie, qu'elle avait paraphé mais refusait depuis plusieurs années de ratifier. Or, cette Charte constitue pour l'Union le socle du dialogue énergétique qu'elle a lancé en 2000 avec la Russie. Pour Bruxelles, elle permet de garantir le principe de non-discrimination et de créer des conditions stables, favorables et transparentes pour les investisseurs étrangers. Pour Moscou, elle n'est pas efficace pour gérer le problème du transit des hydrocarbures et constitue une contrainte dans la gestion d'un secteur considéré comme stratégique pour le pays. Pour autant, la signature ce lundi d'un mémorandum créant un mécanisme d'alerte montre que ces divergences peuvent être surmontées.

Pour améliorer sa sécurité énergétique, l'Union souhaitait la mise en place de ce mécanisme permettant d'éviter la répétition du scénario de l'hiver dernier, lorsque les interruptions des livraisons de gaz russe à l'Ukraine avaient affecté plusieurs Etats membres. Alors qu'il y a quelques jours le Premier ministre Vladimir Poutine n'excluait pas de réduire les flux de gaz russe si l'Ukraine ne réglait pas ses dettes à Gazprom, la Russie a accepté la proposition européenne d'un mécanisme en trois phases (notification, consultation et mise en oeuvre) prévoyant également une évaluation et un plan de résolution communs en cas de crise. En ce qui concerne le climat, des avancées semblent moins probables. La ratification par la Russie du protocole de Kyoto (en 2004, après bien des réserves) avait été décisive pour l'entrée en vigueur du traité.

Mais, à la veille du sommet de Copenhague, alors que l'Union européenne est très engagée dans la lutte contre le changement climatique, Moscou semble réticente à signer un nouvel accord que d'autres grands pays industrialisés, comme les Etats-Unis, ne concluraient pas. Sur ces deux sujets-clés délicats pourraient venir se greffer d'autres thématiques tout

aussi sensibles dans le partenariat avec Moscou : le processus difficile d'adhésion de la Russie à l'OMC et les mesures protectionnistes décidées par le gouvernement russe dans le cadre de la lutte contre la crise; la question des droits de l'homme, importante tant pour la présidence suédoise de l'UE que pour le Parlement européen ; enfin, le non-respect par la Russie de l'accord de cessez-le-feu signé avec la Géorgie en août 2008.

Si la liste des divergences entre Bruxelles et Moscou est importante, le sommet de Stockholm devrait pourtant déboucher sur des avancées, tant les deux partenaires sont conscients de l'étroitesse de leur interdépendance et donc de l'inévitabilité de leur entente. A cet égard, la signature du mémorandum créant un mécanisme d'alerte en cas de crise énergétique est un signe encourageant. ■

(1) Président et Premier ministre dans le cas de la Russie, et pour l'Union européenne chef de gouvernement de l'Etat présidant l'UE, président de la Commission, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, commissaire aux relations extérieures.

LA SYRIE CHERCHE À DEVENIR RESPECTABLE ET RESPECTÉE MAIS ELLE RESTERA INTRANSIGEANTE

Barah Mikail par Audrey Garric / Le Monde.fr / 13 novembre

"Israël joue sur les mots." C'est par ces termes plutôt secs qu'à l'issue de sa rencontre avec Nicolas Sarkozy, vendredi 13 novembre à Paris, le président syrien Bachar Al-Assad a opposé une fin de non-recevoir au Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou qui s'était dit prêt à le rencontrer sans condition préalable. La raison ? Bachar Al-Assad exige que les discussions israélo-syriennes portent sur la restitution des territoires occupés par Israël dans le Golan depuis 1967.

Pourquoi la Syrie a-t-elle refusé de rencontrer Israël ?

Les Syriens souhaitent récupérer le plateau du Golan, occupé par les Israéliens depuis la guerre des Six-Jours et annexé par l'Etat hébreu en 1981, mais pas à n'importe quel prix. Ils exigent un retour aux positions de 1967, et notamment un accès au lac de Tibériade. Ce qu'Israël refuse pour l'instant. Bachar Al-Assad préfère par ailleurs des négociations indirectes, par l'intermédiaire d'experts, étant donné le lourd contentieux qui oppose les deux pays.

La Syrie a donc besoin d'un médiateur et souhaite que ce soit la Turquie, en qui elle a confiance. Mais Ankara a annulé un entraînement militaire avec Israël en octobre et a stoppé sa médiation lors de l'opération israélienne contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009. Israël, au contraire, préférerait que le médiateur soit américain ou français. Mais la récente dégradation des relations entre Benjamin Nétanyahou et Barack Obama d'une part, et Nicolas Sarkozy d'autre part, pourrait faire pencher la balance en faveur de la Turquie comme médiatrice du conflit israélo-syrien.

La Syrie se trouve-t-elle aujourd'hui dans une position délicate sur la scène internationale du fait de son intransigeance ?

Non, car la Syrie n'est pas en position de demandeur. Les autres Etats ont besoin de ses relations avec le Hamas dans le conflit israélo-palestinien et avec le Hezbollah pour le Liban. C'est pourquoi elle peut se permettre de refuser de signer l'accord d'association proposé par l'Union européenne. Elle craint que cet accord se transforme en contrainte et que les aides économiques qu'elle pourrait recevoir soient assorties de contreparties politiques.

Si la Syrie accepte aujourd'hui l'aide et les bonnes relations avec la France, elle préférerait toutefois qu'il s'agisse des Etats-Unis. Elle attend une normalisation des relations avec ces derniers et estime que la balle est dans leur camp.

Quels sont les points de blocage des relations syro-américaines ?

La Syrie a récemment fait des efforts pour améliorer ses relations avec les Etats-Unis. Elle a contribué au déblocage de la situation au Liban en juin dernier lors des élections législatives et a renforcé le contrôle à ses frontières avec l'Irak pour enrayer les transferts de djihadistes. Du côté américain, on observe aussi des signes de rapprochement puisque trois délégations se sont rendues à Damas depuis juin. Toutefois, les Etats-Unis ont reconduit leurs sanctions à l'égard de la Syrie et ne l'ont pas invitée à la dernière réception des ambassadeurs du Moyen-Orient à la Maison Blanche. Des méfiances persistent.

De plus, la Syrie cherche aujourd'hui à devenir respectable et respectée mais elle restera intransigeante sur certains points, qu'elle estime nécessaires à sa stabilité et sa sécurité. C'est le cas de ses relations avec le Hamas, le Hezbollah et l'Iran, avec qui elle est liée mais aussi dépendante économiquement. Ainsi, si la Syrie peut demander à l'Iran d'intervenir en faveur de la libération de la Française Clotilde Reiss, elle n'exercera pas de coercition envers Téhéran. ■

LA CHUTE DU MUR DE BERLIN, SYMBOLE DE LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE

Pascal Boniface / Le Monde.fr / 10 novembre

Très souvent, par absence de mise en perspective ou par nécessité de forcer le trait, on confond événement et rupture historique. Trop souvent, on entend que plus rien ne sera comme avant après tel ou tel événement. Or s'ils ont une réelle importance et marquent une évolution dans la structure des relations internationales, ils représentent rarement une rupture. Le monde n'est pas immuable, il évolue, mais ses évolutions ne sont pas forcément des révolutions.

Il n'y a en fait pas eu de nouvelle rupture historique depuis la fin du monde bipolaire. Le monde est actuellement en recomposition. Dans une période récente, on a annoncé à quatre reprises une révolution stratégique. Le 8 août 2008 notamment - date de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin et du déclenchement de la mini-guerre entre la Russie et la Géorgie -, que certains ont présenté comme une rupture historique illustrant que la Chine était devenue une puissance de premier plan et que la Russie en était redevenue une.

Or ces deux pays ne sont pas (re)devenus des puissances en un jour. Depuis le début de la décennie, la Russie reconstituait ses forces et montrait que l'heure des humiliations subies au cours des années 1990 était révolue. Quant à la Chine, si justement on lui attribuait les Jeux en 2001, c'était parce qu'elle était déjà une grande puissance. Ni la Chine ni la Russie ne sont apparues au premier plan en un seul jour.

De même, lors du déclenchement de la crise financière aux Etats-Unis, certains ont annoncé la fin de la puissance américaine, cette crise venant compléter les crises stratégique et morale générées par la guerre d'Irak. Or ces annonces d'un déclin inéluctable des Etats-Unis ont été démenties peu après, lors de l'élection de Barack Obama, quand d'autres commentateurs (parfois les mêmes) se sont mis à affirmer que le leadership américain sur les affaires mondiales était totalement restauré. Troisième supposée révolution historique. Lorsque, en avril 2009, le G20, et non plus le G8, s'est chargé de piloter la sortie de crise, on a alors parlé de l'avènement d'un monde multipolaire, quatrième rupture dans l'année.

Contrairement à une idée reçue et bien ancrée, le 11 septembre 2001 n'a pas plus débouché sur la naissance d'un nouveau monde. L'évènement a créé un choc émotionnel immense, mais n'a pas bouleversé les rapports de force mondiaux. Si les Etats-Unis ont été durement frappés, ils n'ont pas été soudainement affaiblis. La place relative de l'Europe, de la Russie, de la Chine et du Japon n'a guère été modifiée.

La dernière véritable rupture de portée internationale n'est donc pas le "11/9" mais le "9/11", le 9 novembre 1989. Ce

jour-là, le mur de Berlin s'effondrait et avec lui disparaissait le monde bipolaire qui avait organisé les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Avec la disparition de ce monde bipolaire, on entrait réellement dans un monde nouveau. Allait-il devenir unipolaire ou multipolaire ? En tout cas, il était radicalement différent de l'ancien et les relations internationales cessaient d'être organisées autour des deux axes que constituaient Washington et Moscou.

En réalité, il est exagéré de dire que tout s'est effondré le 9 novembre 1989. Il s'agit plutôt d'une date symbole, qui a été précédée et suivie par d'autres événements importants. Le Mur - dont la construction fut postérieure au clivage Est-Ouest - ne s'est pas effondré d'un seul coup, il était déjà très largement lézardé d'un point de vue stratégique avant que les manifestants est-allemands n'en aient raison.

Tendance lourde

On peut dire que le monde bipolaire s'était déjà craquelé lorsque Gorbatchev avait admis la fin de la doctrine Brejnev et donné un blanc-seing aux pays de l'Est, quand il avait mis fin à la guerre des euromissiles en signant le traité sur les forces nucléaires intermédiaires, en décembre 1987 à Washington, lorsqu'il avait décidé de retirer les troupes soviétiques d'Afghanistan, ou encore quand il avait commencé à libéraliser le système soviétique en permettant l'expression de critiques internes. Le pacte de Varsovie n'a été dissous que le 25 février 1991 et ce n'est qu'en décembre de la même année que l'URSS a éclaté. Entre-temps, en juillet 1989, les électeurs polonais avaient mis à la tête de leur pays le premier gouvernement non communiste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Si l'on date la fin du monde bipolaire au 9 novembre, c'est que c'en est le symbole le plus éclatant. Mais l'évènement ne s'est pas fait en un jour, de même que l'on ne peut dater de façon précise - jour, mois, année - le début de la guerre froide et du monde bipolaire. Il reste que la fin du monde bipolaire a constitué une véritable révolution stratégique et débouché sur une recomposition de l'ordre international qui se déroule sous nos yeux.

Malgré le G20, le monde multipolaire n'est pas encore une réalité parce qu'il n'y a pas d'équivalent à la puissance américaine. Mais l'émergence de nouveaux pôles de puissance et la fin du monopole du monde occidental et des Etats-Unis est une tendance lourde, qui s'affirme lentement mais depuis longtemps. Le monde n'est pas multipolaire, il est en voie de multipolarisation. ■

ON EST DANS UNE IMPASSE POLITIQUE EN AFGHANISTAN

Karim Pakzad par Catherine Fournier / 20 Minutes.fr / 3 novembre

Deux mois et demi après le premier tour de la présidentielle afghane, Hamid Karzaï a finalement été déclaré vainqueur, après le forfait d'Abdullah Abdullah. Quel regard portez-vous sur cette élection?

C'est un fiasco total. Hamid Karzaï n'en est pas le seul responsable. Les puissances étrangères qui ont voulu plaquer le modèle de la démocratie dans un pays en guerre depuis trente ans le sont tout autant. Le président sortant a gouverné l'Afghanistan comme une société féodale, en faisant des compromis et des compromissions avec les chefs de guerre pachtounes. Il était évident qu'il y aurait des fraudes.

Ce scénario était inévitable?

Prévisible en tout cas. Il existe une société civile forte en Afghanistan, une élite. Il aurait fallu faire pression en amont sur Hamid Karzaï pour qu'il respecte les règles. La communauté internationale avait aussi un rôle à jouer. Tout le monde a échoué, l'Union européenne, l'ONU, les Etats-Unis... Il a fallu attendre que les observateurs afghans signalent des fraudes massives pour que l'ONU puis la commission électorale finissent par le reconnaître également.

Pourquoi, selon vous?

Parce que le bon déroulement de ces élections devait justifier la guerre auprès de l'opinion publique. Une fois les fraudes dénoncées, on a fait pression sur la commission électorale pour invalider un million de voix et rendre nécessaire un second tour. L'objectif, pour Hamid Karzaï comme pour les occidentaux, était de donner une légitimité démocratique à cette élection. Mais il était clair que l'issue de ce second tour ne serait pas mieux, avec une participation entre 5 et 10%. Une fois qu'Abdullah Abdullah a annoncé son retrait, il fallait bien renoncer.

Les deux rivaux de la présidentielle vont-ils malgré tout pouvoir travailler ensemble?

Abdullah Abdullah a tenté de négocier de faire partie d'une coalition pendant l'entre-deux tours. Mais Hamid Karzaï a refusé, préférant un gouvernement de «participation nationale», sans véritable projet politique. Mais d'après les négociations en cours, Abdullah Abdullah devrait accepter des postes ministériels. Selon son entourage, il n'a aucun intérêt à rester en dehors du pouvoir.

Peut-on espérer un changement issu de cette collaboration?

Non. La lutte contre le trafic de drogue et la corruption impliquerait qu'Hamid Karzaï remette en cause les intérêts de ses proches. On est dans une impasse politique. Abdullah Abdullah, qui a une véritable culture politique, aurait pu mettre en place une équipe gouvernementale forte, à même de négocier avec les talibans. Là, ils sont face à une équipe incompétente et une coalition internationale qui ne parvient pas à les battre militairement.

Une accalmie sur le front des attentats n'est donc pas pour tout de suite...

Effectivement. La stratégie américaine est de renforcer les troupes et de concentrer les efforts sur les zones peuplées et les villes, en laissant les montagnes aux talibans. Mais la stratégie de Barack Obama, qui comptait notamment sur cette élection pour sortir du conflit, est mise à mal. On est loin de voir le bout du tunnel en Afghanistan. ■

La santé comme enjeu géopolitique

Mardi 8 décembre 2009

Pergola Nova, Enghien-les-Bains

Sous le haut patronage de Roselyne BACHELOT-NARQUIN, ministre de la Santé et des Sports

Accueil petit-déjeuner à partir de 8h30

9h00 - ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

Philippe Sueur, Maire d'Enghien-les-Bains, Conseiller général du Val d'Oise
Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS

9h15 - ALLOCUTION D'OUVERTURE

Roselyne Bachelot-Narquin, Ministre de la Santé et des Sports

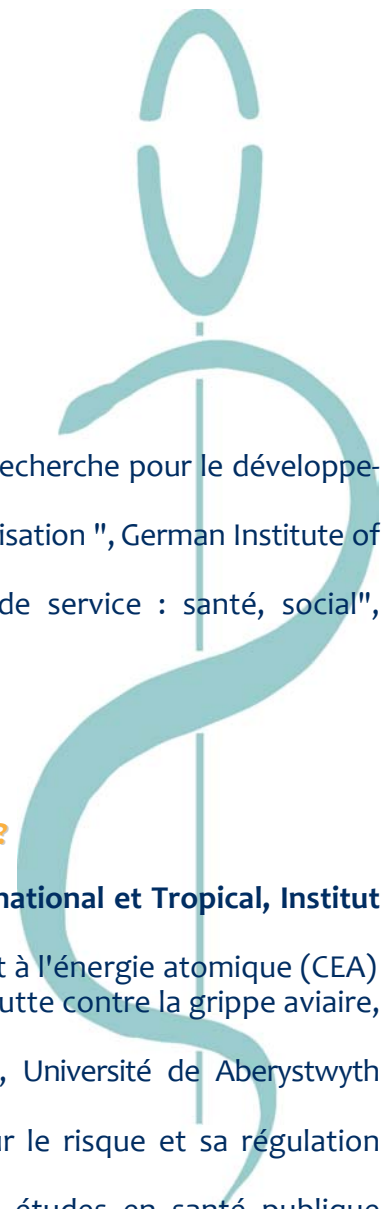
9h45 - SANTÉ ET GOUVERNANCE MONDIALE

Dr. Olivier Bernard, Président de Médecins du Monde
Dr. Jean-François Girard, Conseiller d'État, ancien Président de l'Institut de recherche pour le développement (IRD)
Dr. Wolfgang Hein, Directeur de recherche " Transformation dans la mondialisation ", German Institute of Global and Areas Studies (Allemagne)
Jean-François Nys, Directeur de l'IUP " Management des entreprises de service : santé, social", Université de Limoges

12h15 - Pause-déjeuner libre

13h30 - LES PROBLEMES SANITAIRES COMME ENJEUX DE SÉCURITÉ ?

Modérateur **Philippe Barboza**, Responsable adjoint du département International et Tropical, Institut de Veille Sanitaire (InVS)
Marc Barthélémy, Chercheur, Institut de Physique Théorique, Commissariat à l'énergie atomique (CEA)
Didier Houssin, Directeur général de la Santé, Délégué interministériel à la lutte contre la grippe aviaire, Ministère de la Santé et des Sports
Colin McInnes, Directeur du Center for Health and International Relations, Université de Aberystwyth (Royaume-Uni)
Michel Setbon, Directeur de recherche au CNRS, Directeur du Centre sur le risque et sa régulation EHESP/CNRS
Patrick Zylberman, Professeur d'histoire de la santé, École des hautes études en santé publique (EHESP), Rennes & Paris



15h15 - LA SANTÉ, UN ATOUT POUR LA FRANCE ?

Dr. Yves Bur, Député du Bas-Rhin, Président du groupe d'études Médicaments et produits de santé, Assemblée nationale

Jean-Louis Davet, Directeur Groupe MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale)

Béatrice Giblin, Professeur des Universités, Directrice de l'Institut français de géopolitique, Université Paris-VIII

Dr. Michel Hannoun, Directeur des Études, Servier Monde

Marisol Touraine, Députée de l'Indre-et-Loire, Secrétaire nationale du Parti Socialiste chargée de la Santé et de la Sécurité sociale

Avec le soutien de :



En partenariat avec :



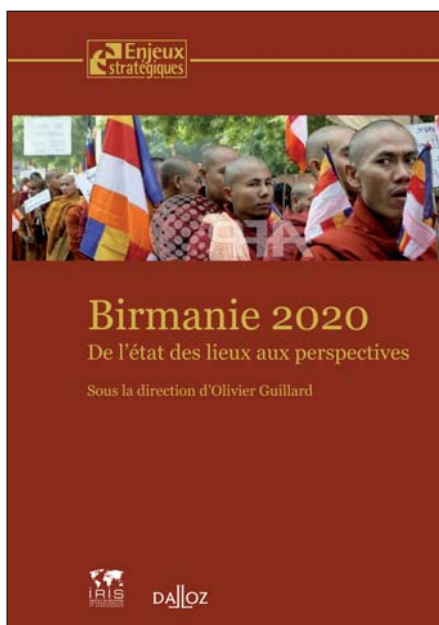
comment vous rendre à enghien-les-bains ?



En transports en commun : Train de banlieue Paris Gare du Nord direction Pontoise ou Valmondois (15 mn) • **En voiture** : De Paris, rejoindre l'A 86, continuer sur l'A 15 direction Cergy Pontoise, sortie Montmorency

comment vous rendre à la pergola nova ?





BIRMANIE 2020

De l'état des lieux aux perspectives

Sous la direction d'Olivier Guillard
(IRIS/Daloz - 20 €)

Collection Enjeux stratégiques

À la jonction des mondes indien, chinois et sud-est asiatique, la Birmanie du bouddhisme et de la démocratie contrariée, des généraux omnipotents et du peuple outragé, demeure pour l'Occident une mystérieuse inconnue, une soixantenaire au destin tourmenté. En 2012, les 50 millions de Birmans observeront le 50e « anniversaire » de l'arrivée au pouvoir d'uneunte militaire, inoxydable caste de généraux qui, depuis lors et en dépit de diverses tentatives de soulèvement intérieur et d'une foudroyante de sanctions internationales, applique sans état d'âme son joug à la population, une des plus démunies d'Asie. Alors que la diplomatie américaine annonce – sous condition – son intention de reprendre langue avec le gouvernement, où Aung San Suu Kyi, l'icône démocratique nationale, consent à un « dialogue conditionnel » avec launte, un chapitre inédit de l'histoire birmane est sur le point de s'écrire. En promettant un scrutin au printemps 2010 – le premier depuis 1990 –, le régime a jeté les bases d'une évolution possible... dont on discerne mal les contours et moins encore, les répercussions à venir, les ondes de choc, plus ou moins bienvenues.

D'ici une dizaine d'années, quelles auront été ses principales conséquences sur le cours de l'impétueux fleuve birman ?

Cet ouvrage esquisse en premier lieu un panorama général de la Birmanie d'aujourd'hui avant d'imaginer dans un second temps, à travers divers scénarios, ce que pourraient être ses contours à horizon 2020. Un exercice prospectif dont certaines intuitions pourraient redonner foi à l'attachant peuple birman...

Directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Docteur en droit international, **Olivier Guillard** est associé chez Crisis Consulting, cabinet de conseil et d'ingénierie spécialisé dans l'analyse et la gestion des risques internationaux. Il a auparavant travaillé plusieurs années au ministère de la Défense et est l'auteur de divers ouvrages sur le sous-continent indien.

Avec :

Sophie Boisseau du Rocher, Mireille Boisson, Vincent Brossel, Olivier Guillard, Win Lae, Hervé L'Huillier, Lionel Martellini, David Scott Mathieson, Philippe Priaulet, Abel Tournier, Harn Yawngwe et l'aimable contribution des gouvernements australien, britannique et indien.

EN VENTE EN LIBRAIRIE